

Accord-cadre n°2021-13

Travaux

Travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments pour l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes (ARS ARA)

Accord-cadre passé selon la procédure formalisée (Article L2124-1 du Code de la commande publique)

- Appel d'offres ouvert (Articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la commande publique)



Sommaire

GLOSSAIRE ET ABREVIATIONS	5
ARTICLE 1. OBJET DE LA PROCEDURE	6
ARTICLE 2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT	6
ARTICLE 3. OBJET	7
ARTICLE 4. FORME	7
ARTICLE 5. ALLOTISSEMENT	7
ARTICLE 6. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 7. PRESTATIONS ATTENDUES	10
ARTICLE 8. IDENTIFICATION DES INTERVENANTS	10
8.1. CONDUITE D'OPERATION :	10
8.2. MAITRISE D'ŒUVRE	10
8.3. TITULAIRE DU MARCHE	11
8.4. ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	11
8.5. MISSION DE COORDINATION S.P.S	11
ARTICLE 9. ATTRIBUTION DES PRESTATIONS.....	11
9.1. MODALITES DE REMISE EN CONCURRENCE.....	11
9.1.1. Opérations inférieures à 90 000 € HT	11
9.1.2. Opérations supérieures à 90 000 € HT	11
9.2. CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	12
9.2.1. Urgence	12
9.3. OBLIGATION DU TITULAIRE DE PRESENTER UNE OFFRE	12
9.4. ECHEC DE LA REMISE EN CONCURRENCE	12
ARTICLE 10. DELAIS	13
10.1. DELAIS D'EXECUTION.....	13
10.2. PENALITES	13
10.2.1. Retard dans l'achèvement des travaux.....	13
10.2.2. Retard dans la transmission des documents	13
10.2.3. Réserves et observations	13
10.2.4. Non-gestion des déchets.....	13
10.2.5. Retard dans le nettoyage du chantier.....	13
10.2.6. Absence ou retard injustifiés aux réunions de chantier.....	13
10.2.7. Sous-traitance occulte.....	14
ARTICLE 11. RETENUE DE GARANTIE	14
ARTICLE 12. PRESTATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES.....	14
ARTICLE 13. CONNAISSANCE DES LIEUX	14
ARTICLE 14. DEMARCHES ET AUTORISATIONS	15
ARTICLE 15. COORDINATION DES TRAVAUX	15
15.1. LIAISON ENTRE LES CORPS D'ETAT.....	15
15.2. REUNIONS DE CHANTIER	15
ARTICLE 16. ECHANTILLONS ET PROTOTYPES	15
ARTICLE 17. PROTECTION DES OUVRAGES	15
17.1. PROTECTION DES OUVRAGES DES AUTRES CORPS D'ETAT.....	15
17.2. PROTECTION PAR LES ENTREPRENEURS DE LEURS PROPRES OUVRAGES	16
ARTICLE 18. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	16
18.1. REGLES D'EXECUTION GENERALES.....	16

18.2.	OBLIGATIONS TECHNIQUES DU TITULAIRE	16
ARTICLE 19.	PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX	16
19.1.	GENERALITES	16
19.2.	STOCKAGE DES MATERIAUX	16
19.3.	DEGATS, SOUSTRACIONS ET DETOURNEMENTS DE MATERIAUX	16
19.4.	ESSAIS, CONTROLES ET VERIFICATIONS.....	17
ARTICLE 20.	HYGIENE ET SECURITE	17
20.1.	GENERALITES	17
20.2.	TRAVAIL EN HAUTEUR	17
ARTICLE 21.	GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	17
21.1.	NETTOYAGE DE CHANTIER	17
21.2.	EVACUATION DES DEBLAIS	18
21.3.	GESTION ET ELIMINATION DES DECHETS	18
ARTICLE 22.	NUISANCES DE CHANTIER.....	18
ARTICLE 23.	DEVELOPPEMENT DURABLE – ENVIRONNEMENT	19
ARTICLE 24.	RECEPTION DES TRAVAUX	19
25.1.	PROCEDURE ET FORME DU MARCHE	20
25.2.	ALLOTISSEMENT.....	20
25.3.	DUREE DU MARCHE	21
25.4.	PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE	21
ARTICLE 26.	CORRESPONDANTS	22
ARTICLE 27.	OBLIGATIONS DES PARTIES	22
27.1.	LE TITULAIRE S’ENGAGE	22
27.2.	L’ARS S’ENGAGE	22
ARTICLE 28.	BON DE COMMANDE : OPERATIONS INFERIEURES A 90 000 € HT.....	22
ARTICLE 29.	MARCHES SUBSEQUENTS : OPERATIONS SUPERIEURES A 90 000 € HT	23
29.1.	PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	23
29.2.	MODALITE DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	24
ARTICLE 30.	PRIX DU MARCHE	24
30.1.	AVANCES	24
30.1.1.	Principe du versement de l’avance	24
30.1.2.	Montant de l’avance	24
30.1.3.	Modalités de versement de l’avance	24
30.1.4.	Remboursement de l’avance	25
30.1.5.	Avances facultative	25
30.2.	CONTENU DES PRIX	25
30.3.	REVISION DES PRIX	25
30.4.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	25
30.5.	DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES.....	26
30.6.	SUSPENSION DU DELAI DE PAIEMENT.....	26
30.7.	SOUS-TRAITANCE	26
30.7.1.	Conditions du bénéfice du paiement direct aux sous-traitants	26
30.7.2.	Modalités de demande de paiement direct des sous-traitants (articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la Commande publique)	27
30.8.	COTRAITANCE	27
30.8.1.	Modalités des demandes de paiement en cas de cotraitance.....	27
30.8.2.	Responsabilité.....	28
ARTICLE 31.	MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE	28
31.1.	CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE.....	28

31.2.	FORCE MAJEURE.....	28
31.3.	RESPONSABILITE ET ASSURANCE.....	28
ARTICLE 32.	CESSION DE CREANCES	29
ARTICLE 33.	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....	29
ARTICLE 34.	RESILIATION DU MARCHE.....	29
ARTICLE 35.	RGPD.....	30
35.1.	PREAMBULE - PRECISIONS TERMINOLOGIQUES	30
35.2.	DESCRIPTION DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	30
35.3.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE L'ACHETEUR (ARTICLE 28.3 DU RGPD)	30
35.4.	SOUS-TRAITANCE DES ACTIVITES DE TRAITEMENT (ARTICLES 28.2 ET 28.4 DU RGPD)	31
35.5.	DROIT D'INFORMATION ET EXERCICE DES PERSONNES CONCERNEES PAR LE TRAITEMENT (ARTICLES 13 A 15 DU RGPD)	31
ARTICLE 36.	ECHANGE ET COMMUNICATION.....	31
ARTICLE 37.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	31

Glossaire et abréviations

ARS ARA : Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes.

Site : Par ce terme il convient d'entendre les établissements de l'ARS.

État des lieux : relevé complet (ou partiel) de la situation d'un ensemble d'établissements ou d'un site pour créer un cahier technique par site.

RSE : Responsabilité sociétale des entreprises

Article 1. Objet de la procédure

La présente consultation a pour objet de confier aux prestataires des différents lots la réalisation des travaux d'entretien, des rénovations et de grosses réparations ainsi que les opérations de déménagements associées à ces travaux pour l'ensemble des douze sites de l'ARS ARA.

Article 2. Présentation de l'établissement

L'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes est un établissement public de l'Etat placée sous la tutelle du ministère chargé de la santé et des affaires sociales. L'agence régionale de santé est en charge de la mise en œuvre de la politique de santé sur la région. Elle est l'interlocutrice des établissements et structures de santé publiques et privées, des professionnels de santé en établissement ou en ville, du secteur médicosocial, des services de l'Etat, des collectivités territoriales, des organismes gestionnaires et des usagers.

L'agence est présente dans les 12 départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes avec, dans chacun d'eux une délégation départementale chargée de mettre en œuvre les politiques régionales de l'agence et d'accompagner les acteurs locaux dans la mise en œuvre de leurs projets de santé.

Les agents de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes travaillent au siège en bi-sites à Lyon ou à Clermont-Ferrand, ou dans l'une des 12 délégations départementales.

L'ARS pilote la politique nationale de santé en région.

Elle assure à ce titre plusieurs missions :

- définition, financement et évaluation des actions de prévention des maladies, des handicaps et de la perte d'autonomie et des actions de promotion de la santé pour tous ;
- veille et sécurité sanitaire des populations ; préparation et gestion des situations sanitaires sensibles ou à risque, en liaison avec les préfets notamment ;
- régulation et organisation de l'offre sanitaire hospitalière, ambulatoire et médico-sociale sur tout le territoire pour mieux répondre aux besoins des populations et dans le but de préserver la qualité du système de santé sur le long terme.

La stratégie de l'Agence et son organisation sont mis à disposition sur son site internet www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Article 3. Objet

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de travaux d'entretien, de rénovation et de grosses réparations, ainsi que les prestations de déménagement associées à ces travaux pour l'ensemble des douze sites de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes (ARS ARA).

L'installation de site dans de nouveaux bâtiment ou les grosses opérations de réaménagement de site sont exclus de cet accord-cadre.

Sont également exclus du présent accord-cadre les prestations couvertes par des contrats antérieurs à sa notification et celle dont l'objet est différent, notamment les opérations de maintenance prévues dans par un autre marché.

Article 4. Forme

Le présent accord-cadre multi-attributaire. Chaque lot sera attribué à deux prestataires, si le nombre d'offres le permet.

La survenance d'un besoin entraîne la remise en concurrence des titulaires du lot dans les conditions définies par l'article 9 du présent CCP.

Article 5. Allotissement

Le présent accord-cadre fait l'objet d'un allotissement selon une double logique géographique et technique. Les lots sont ainsi répartis sur 5 zones géographiques et 7 corps d'état.

Zone géographique	Corps d'état	Numéro du lot
Zone 1 : Ain (01) et Rhône (69)	Corps d'état 1 : Electricité (courant fort et faible)	1-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) – Plomberie sanitaire	1-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	1-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	1-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	1-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	1-6
	Corps d'état 7 : Déménagement	1-7
Zone 2 : Allier (03), Cantal (15) et Puy-de-Dôme (63)	Corps d'état 1 : Electricité (courant fort et faible)	2-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) – Plomberie sanitaire	2-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	2-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	2-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	2-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	2-6
	Corps d'état 7 : Déménagement	2-7
Zone 3 : Ardèche (07) et Drôme (26)	Corps d'état 1 : Electricité (courant fort et faible)	3-1

	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) – Plomberie sanitaire	3-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	3-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	3-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	3-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	3-6
	Corps d'état 7 : Déménagement	3-7
Zone 4 : Isère (38), Savoie (73) et Haute-Savoie (74)	Corps d'état 1 : Electricité (courant fort et faible)	4-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) – Plomberie sanitaire	4-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	4-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	4-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	4-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	4-6
	Corps d'état 7 : Déménagement	4-7
Zone 5 : Loire (42) et Haute-Loire (43)	Corps d'état 1 : Electricité (courant fort et faible)	5-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) – Plomberie sanitaire	5-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	5-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	5-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	5-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	5-6
	Corps d'état 7 : Déménagement	5-7

A titre indicatif, les montants des opérations de travaux prévues sur la période 2022-2023 sont :

Zone 1 (69 et 01) : 50 000 € TTC tous lots confondus;

Zone 2 (03, 15 et 63) : 70 000 € TTC tous lots confondus;

Zone 3 (07 et 26) : 190 000 € TTC tous lots confondus;

Zone 4 (38, 73 et 74) : 80 000 € TTC tous lots confondus;

Zone 5 (42 et 43) : 175 000 € TTC tous lots confondus.

Ces montants sont simplement estimatifs et n'engagent pas l'ARS sur le montant des dépenses à effectuer.

Article 6. Lieux d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées sur les sites de l'ars ara dont les adresses par lot figurent dans le tableau suivant :

Zone géographique	Sites de l'ARS ARA
Zone 1 : Ain (01) et Rhône (69)	Délégation départementale de l'Ain (01) 9, rue de la Grenouillère CS 80409 01012 BOURG EN BRESSE CEDEX
	Site de Lyon : Siège ARS ARA et Délégation départementale du Rhône (69) 241, rue Garibaldi CS 93383 69418 LYON CEDEX 03
Zone 2 : Allier (03), Cantal (15) et Puy-de-Dôme (63)	Délégation départementale de l'Allier (03) 20, rue Aristide Briand CS 50033 03400 YZEURE
	Délégation départementale du Cantal (15) 13, Place de la Paix BP 40515 15005 AURILLAC
	Site de Clermont-Ferrand : Siège ARS ARA et Délégation départementale du Puy-de-Dôme (63) 60, Avenue de l'Union Soviétique CS 80101 63006 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1
Zone 3 : Ardèche (07) et Drôme (26)	Délégation départementale de l'Ardèche (07) Avenue Moulin de Madame BP 715 07007 PRIVAS CEDEX
	Délégation départementale de la Drôme (26) 13, Avenue Maurice Faure BP 1126 26011 VALENCE CEDEX
Zone 4 : Isère (38), Savoie (73) et Haute-Savoie (74)	Délégation départementale de l'Isère (38) 17-19, rue Commandant l'Herminier 38032 GRENOBLE CEDEX 1
	Délégation départementale de la Savoie (73) 94, Boulevard Bellevue CS 90013 73018 CHAMBERY CEDEX
	Délégation départementale de la Haute-Savoie (74) Cité administrative 7, rue Dupanloup 74040 ANNECY CEDEX
Zone 5 : Loire (42) et Haute-Loire (43)	Délégation départementale de la Loire (42) 4, rue des Trois Meules BP 219 42013 SAINT-ETIENNE CEDEX 2
	Délégation départementale de la Haute-Loire (43) 8, rue de Vienne CS 70315 43009 LE-PUY-EN-VELAY CEDEX

Article 7. Prestations attendues

Les prestations sont réparties en 7 corps d'état :

- Corps d'état 1 "Electricité" : sont incluses les prestations relatives aux :
 - courant fort ;
 - courant faible ;
 - tous types de luminaires
 - réseaux VDI (téléphonie, visiophonie, interphonie) ;
 - contrôles d'accès et surveillance, sécurisation, vidéosurveillance et alarme ;
- Corps d'état 2 "CVC – Plomberie sanitaire" : sont incluses les prestations de :
 - chauffage, ventilation, climatisation ;
 - plomberie ;
 - installations sanitaires ;
- Corps d'état 3 "Revêtements de sols et murs" : sont incluses les prestations relatives aux :
 - sols souples : PVC, linoleum, etc. ;
 - sols durs : carrelage, faïence ;
 - parquet ;
- Corps d'état 4 "Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds" : sont inclus les travaux de :
 - gros œuvre, maçonnerie, doublage et tous les types de faux-plafonds ;
 - peinture intérieure et extérieure ;
 - tous types de faux plafonds
- Corps d'état 5 "Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie" : sont incluses les prestations de :
 - menuiserie PVC, aluminium, bois mixte (bois/aluminium) ;
 - métallerie ;
 - fourniture et pose de rideaux, grilles, portes de garages, portes piétonnes et portails, portes sectionnelles ;
 - gardes corps, mains courantes ;
 - serrurerie ;
- Corps d'état 6 "Cloisons amovibles et mobiles" : sont incluses les prestations relatives aux :
 - cloisons modulaires et démontables ;
 - cloisons en verre et en panneau bois ;
 - cloisons acoustiques (phoniques) ;
 - aménagements spécifiques : intégration de goulottes électriques, portes, interrupteurs, etc. ;
- Corps d'état 7 "Déménagement" : sont incluses les prestations relatives au déplacement et à la remise en place de mobiliers dans le cadre de travaux réalisés (en site occupé ou dans des locaux vides).

Article 8. Identification des intervenants

8.1. Conduite d'opération :

La conduite d'opération sera assurée par le maître d'ouvrage, au sens de l'article 2 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (ci-après dénommé « CCAG Travaux »), à savoir l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes.

8.2. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même : Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes.

8.3. Titulaire du marché

Le titulaire, au sens de l'article 2 du CCAG Travaux, est l'entreprise titulaire d'un marché subséquent conclu sur le fondement du présent accord-cadre.

8.4. Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) du chantier pourra être confiée à l'entreprise titulaire du lot principal pour un chantier donné (c'est-à-dire le lot constituant la part la plus importante du chantier). Le cas échéant, les titulaires du lot concerné seront informés que cette mission fera partie de leurs attributions dans les documents de consultation des marchés subséquents.

Cette mission s'effectuera conformément aux articles R.2431-1 et suivants du Code de la commande publique.

8.5. Mission de Coordination S.P.S

Le coordonnateur SPS sera nommé, si besoin, au fur et à mesure des chantiers par le Maître d'Ouvrage.

Article 9. Attribution des prestations

Le nombre d'entreprises retenues au titre de l'accord-cadre est de deux par lot lorsque le nombre d'offres reçues le permet.

Chaque nouveau besoin se traduit par l'émission d'un marché subséquent. Lors de chaque remise en concurrence, une information est transmise aux titulaires de chaque lot sous la forme suivante :

- montant estimé de l'opération inférieur à 90 000 € HT : mail de demande de devis ;
- montant estimé de l'opération supérieur à 90 000 € HT : lettre de consultation.

9.1. Modalités de remise en concurrence

9.1.1. Opérations inférieures à 90 000 € HT

- Délai de la consultation : le délai de consultation pendant lequel les entreprises peuvent déposer une offre est de 7 jours minimum. La durée précise est fixée dans le mail de demande de devis propre à chaque marché subséquent.
- Visite du site : le caractère obligatoire ou facultatif de la visite du site est précisé dans la lettre de consultation.
- Pièces obligatoires : à l'appui de leur offre, les candidats remettent :
 - un "devis" prenant la forme d'une décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) ;
 - un calendrier d'exécution ;
 - une note technique respectant le cadre donné dans la lettre de consultation ;
 - éventuellement, l'attestation de visite.

Délai de validité des offres : le délai de validité des offres est de 90 jours.

A l'issue de l'attribution de la consultation, un bon de commande sera émis pour marquer le démarrage des prestations.

9.1.2. Opérations supérieures à 90 000 € HT

- Délai de la consultation : Le délai de consultation pendant lequel les entreprises peuvent déposer une offre est de 15 jours minimum. La durée précise est fixée dans la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent.
- Visite du site : La visite du site est obligatoire.
- Pièces obligatoires : A l'appui de leur offre, les candidats remettent :
 - un "devis" prenant la forme d'une décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) ;
 - un calendrier d'exécution ;
 - un mémoire technique ;
 - l'attestation de visite ;

- l'acte d'engagement propre au marché subséquent.

Délai de validité des offres : le délai de validité des offres est de 120 jours.

9.2. Critères de jugement des offres

Quel qu'en soit le montant, les marchés subséquents sont attribués selon les critères suivants :

- **Valeur technique (50%)** : la valeur est appréciée à partir du mémoire technique qui précisera notamment les points suivants
 - Analyse des contraintes et de la nature des travaux 10% ;
 - Méthodologie de la réalisation 20% : le candidat détaillera les modes opératoires et les méthodologies d'intervention pour l'exécution des travaux entrant dans le champ du marché subséquent ; les qualités et caractéristiques des matériels et matériaux ainsi que la liste des fournisseurs proposés ;
 - Moyens humains dédiés 15% : le candidat détaillera l'organigramme et la composition de l'équipe encadrante dédiée au marché subséquent en identifiant les noms des responsables, avec indication des qualifications et références professionnelles ;
 - Planning de réalisation 5 % : le candidat fournira un planning détaillé des différentes phases d'exécution en tenant compte des contraintes du marché subséquent.
- **Prix (40%)** : le critère est apprécié à partir de la pièce financière remise par l'entreprise à l'appui de son offre
- **Développement durable (10%)** : le critère est apprécié à partir du mémoire technique qui précisera les actions qui seront mise en œuvre au titre du développement durable pour la réalisation du chantier. Seront notamment pris en compte les aspects suivants :
 - Politique de traitement des déchets du chantier (tri, recyclage, valorisation) ;
 - Utilisation de produits répondant aux normes en matière environnementale (Ecolabel européen et/ou certifiés NF environnement) ;
 - Politique en matière de transport pour se rendre sur le site (utilisation de véhicules non polluants, covoiturage, etc.) ;
 - Organisation mise en place afin de limiter les nuisances sonores, olfactives ainsi que la pollution de l'air (poussière, etc.) sur le chantier ;
 - Achat de matériel, fournitures auprès de fournisseurs locaux.

9.2.1. Urgence

En cas d'urgence incompatible avec les délais de remise en concurrence, l'ARS ARA se réserve le droit d'attribuer un marché subséquent directement à l'entreprise dont l'offre a été classée en première position lors de l'attribution de l'accord-cadre.

9.3. Obligation du titulaire de présenter une offre

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à répondre aux marchés subséquents lorsqu'ils sont sollicités en présentant des offres régulières, acceptables et appropriées.

L'ARS ARA se réserve la faculté d'exclure de l'accord-cadre un titulaire qui, par deux fois, n'a pas répondu à une consultation pour un marché subséquent ou a répondu par une offre hors-délai, irrégulière, inacceptable ou inappropriée.

9.4. Echec de la remise en concurrence

Dans l'hypothèse où, suite à remise en concurrence des titulaires d'un lot, aucune offre n'est déposée ou seulement des offres irrecevables, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de négocier directement avec un des titulaires de l'accord-cadre, soit de choisir une entreprise en-dehors de l'accord-cadre.

Article 10. Délais

10.1. Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés, pour chaque lot, dans les documents propres à chaque marché subséquent. La remise en état des lieux et le repliement des installations est compris dans le délai d'exécution.

Sauf mention explicite contraire, les candidats ont la faculté de proposer un délai d'exécution plus court que celui estimé par l'ARS ARA.

Dans l'hypothèse d'une opération nécessitant l'intervention d'une pluralité d'entreprises, chaque titulaire sera informé du délai global d'exécution des travaux et de l'articulation de son intervention avec les autres.

Un ordre de service informe le titulaire de la date de commencement et de la date d'achèvement des travaux.

10.2. Pénalités

Les pénalités sont applicables sur simple constat et elles sont dues dès le premier euro.

10.2.1. Retard dans l'achèvement des travaux

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG travaux, en cas de retard dans la réalisation du calendrier d'exécution mis au point avec le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Œuvre, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150 € HT par jour calendaire de retard (y compris samedi, dimanche et jours fériés) dans la limite de 10% du montant du marché subséquent.

10.2.2. Retard dans la transmission des documents

Sont visés les documents exigibles par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre et notamment les actes de sous-traitance, les avenants éventuels, les états d'avancement des opérations en cours ou encore les documents à fournir en fin de travaux et lors de la réception des ouvrages.

En cas de retard dans la transmission de ces documents, le titulaire encourt des pénalités de 50 € HT par document manquant et par jour calendaire de retard dans la limite de 10% du montant du marché subséquent.

10.2.3. Réserves et observations

Les réserves, remarques et observations formulées par le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Œuvre doivent être levées dans un délai maximum de 20 jours ouvrés après leur signification au titulaire par lettre simple ou recommandée.

En cas de non-respect, une pénalité forfaitaire de 150 € HT s'applique par jour calendaire de retard (y compris samedi, dimanche et jours fériés) dans la limite de 10% du montant du marché subséquent.

10.2.4. Non-gestion des déchets

Le titulaire qui ne respecte pas la réglementation en matière de tri des déchets de chantier est mis en demeure de cesser l'infraction dans un délai déterminé. En cas de non-respect de cette mise en demeure, il encourt une pénalité forfaitaire de 200 € HT par jour calendaire.

10.2.5. Retard dans le nettoyage du chantier

A défaut d'exécution des opérations de nettoyage prévues généralement dans l'accord-cadre et spécifiquement dans les marchés subséquents, l'ARS ARA fera appel à une entreprise tierce afin de procéder au transport en décharge public des déblais, installations, matériels et matériaux non enlevés.

Les frais occasionnés par ces opérations seront retenus sur le règlement du titulaire du marché en faute.

10.2.6. Absence ou retard injustifiés aux réunions de chantier

Le titulaire encourt une pénalité de 50 € HT pour toute absence ou retard non justifié de plus de 20 minutes aux réunions de chantier.

10.2.7. Sous-traitance occulte

Dans le cas où le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Œuvre constate la présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au Maître d'Ouvrage ou Maître d'Œuvre ou non agréée par lui), l'entreprise titulaire du marché au titre de laquelle les travaux seraient réalisés est passible d'une pénalité de 1 000 € HT par jour d'infraction constatée jusqu'à l'acceptation par le Maître d'Ouvrage des sous-traitants irrégulièrement employés.

Article 11. Retenue de garantie

Une retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance. Le montant de la retenue de garantie, fixé dans chaque marché subséquent, ne peut être supérieur à 5% du montant.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie.

Dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au titulaire ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, celui-ci est tenu de constituer une garantie à première demande selon les modalités fixées aux articles R2191-32 et suivants du Code de la commande publique.

Article 12. Prestations à la charge des entreprises

Sauf indication contraire dans les documents de la consultation relative au marché subséquent, les offres sont réputées comprendre :

- La reconnaissance et préparation des supports ;
- La fourniture des matériaux et produits propres à l'exécution des travaux ;
- L'implantation et le traçage des ouvrages ;
- L'exécution des percements, saignées, encastresments et leur calfeutrement nécessaires à l'exécution des travaux ;
- La protection des ouvrages existants ;
- La protection des personnes et notamment des personnels de l'ARS ARA ;
- Les signalisations provisoires, balisages des zones de travaux et autorisations d'occupation du domaine public ;
- L'aménagement des zones de stockage des matériels de chantier ;
- Le nettoyage, le tri et l'évacuation des déchets, déblais et gravats au fur et à mesure de l'exécution des travaux ;
- La remise en état des ouvrages adjacents détériorés accidentellement ;
- La remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits relatifs au fonctionnement et à l'entretien des installations et équipements.

Article 13. Connaissance des lieux

Les titulaires de l'accord-cadre sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre à une consultation pour un marché subséquent :

- S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Avoir pris connaissances notamment des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage des matériaux et des disponibilités en eau et énergie ;
- Avoir pris tous renseignements concernant les éventuelles servitudes ou obligations.

Les modalités de visite des lieux sont précisées dans les documents de la consultation relative au marché subséquent.

Le titulaire d'un marché subséquent ne peut prétendre à des suppléments de prix ou prolongations de délais sur le fondement de sa méconnaissance des lieux.

Article 14. Démarches et autorisations

Les titulaires d'un marché subséquent effectuent, en temps utile, toutes les démarches et demandes pour obtenir les autorisations et instructions nécessaires à la réalisation des travaux.

Une copie des correspondances est transmise par le titulaire au Maître d'ouvrage.

Article 15. Coordination des travaux

15.1. Liaison entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation des travaux est parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Au titre de cette liaison :

- Chaque entrepreneur réclame au Maître d'œuvre, en temps voulu, toutes les prévisions utiles qu'il juge nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- Chaque entrepreneur se met en rapport, en temps voulu, avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- Chaque entrepreneur travaille en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier.

Aucun entrepreneur ne peut se prévaloir d'un manque d'informations pour ne pas exécuter les prestations qui lui incombent ou ne pas fournir des renseignements, plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

Conformément à l'article 8.4, la mission Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) du chantier pourra être confiée à l'entreprise titulaire du lot principal.

15.2. Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu aux jours et aux heures fixés par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre.

Toute absence ou retard injustifié à une réunion de chantier fera l'objet de la pénalité prévue à l'article 10.2.6 du présent Cahier des clauses particulières.

La présence à une réunion de chantier d'un représentant non qualifié d'une entreprise est assimilée à une absence et sera pénalisée comme telle.

Article 16. Echantillons et prototypes

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels ou matériaux qui lui seront demandés par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage.

Article 17. Protection des ouvrages

17.1. Protection des ouvrages des autres corps d'état

Chaque entrepreneur dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà mis en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis.

17.2. Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages

Les entrepreneurs assurent la protection de leurs ouvrages jusqu'à la réception des travaux. Le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre se réservent la possibilité de demander une protection particulière pour les huisseries, les portes intérieures, les sols et les cloisons.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

Article 18. Obligations du titulaire

18.1. Règles d'exécution générales

Les travaux sont exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

Les travaux sont exécutés conformément aux dispositions des Documents Techniques Unifiés (DTU), normes françaises et européennes, règles professionnelles et avis techniques en cours de validité. Le cas échéant, les marchés subséquents mentionnent les règles particulières auxquelles les travaux doivent se conformer.

18.2. Obligations techniques du titulaire

Les plans ou détails fournis par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre définissent une géométrie scrupuleusement respectée par le titulaire. Les cotes données concernant le dimensionnement des ouvrages sont des *minima* qui s'imposent au titulaire.

Le titulaire, en vertu de son obligation de conseil, s'assure que la réalisation souhaitée par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre est réalisable et conforme aux normes en vigueur.

Toute dérogation aux plans fournis par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre doit être explicitement approuvée par lui au préalable.

Article 19. Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux

19.1. Généralités

Dans le cadre des prescriptions techniques propres à chaque marché subséquent, le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage peut désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et accepter ou refuser ceux qui lui sont proposés.

Le titulaire peut proposer d'autres produits, matériels ou matériaux de qualité équivalente sous réserve de l'acceptation écrite du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre.

19.2. Stockage des matériaux

Le titulaire veille à stocker ses fournitures à l'abri des intempéries, chocs et salissures pouvant intervenir du fait de l'activité du chantier.

Les stockages dans les étages doivent être compatibles avec les surcharges admissibles. Les aires de stockage n'entravent pas la circulation ou les zones d'intervention.

19.3. Dégâts, soustractions et détournements de matériaux

Le titulaire est responsable de tous les dégâts, détériorations et soustractions survenus sur le chantier, pendant les travaux et jusqu'à leur achèvement, du fait de ses ouvriers ou des personnes qui ont pu s'introduire sur le chantier.

Pendant l'exécution et jusqu'à l'achèvement des travaux, le titulaire demeure responsable de tous les matériaux, métaux, appareils et objets destinés aux travaux qu'ils soient incorporés à l'immeuble ou simplement déposés sur le chantier.

19.4. Essais, contrôles et vérifications

Les essais, contrôles et vérifications sont détaillés dans les documents relatifs aux marchés subséquents.

Les essais, contrôles et vérifications sont exécutés directement sur le chantier. S'ils sont effectués par un tiers, celui-ci est rémunéré directement par le Maître d'ouvrage.

Article 20. Hygiène et sécurité

20.1. Généralités

En l'absence de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS), il n'y aura pas de rapport du CSPS.

Les entrepreneurs prennent à leur charge toutes les dispositions en vue d'assurer la sécurité de leur personnel, des agents de l'ARS ARA et du public fréquentant le lieu des travaux.

Dans les lieux assujettis à la réglementation relative à la sécurité des établissements recevant du public (ERP), le titulaire prend avec l'exploitant les mesures imposées par les règlements de sécurité.

Un plan de prévention général définissant les consignes de sécurité et de protection de la santé sera établi pour l'ensemble des titulaires et des travaux. Ce plan de prévention fait obligatoirement l'objet d'une visite d'inspection préalable des zones de travaux. Lors de chaque réunion de chantier, un temps est consacré à la sécurité. Des mesures ou consignes spécifiques à l'intervention sont éventuellement définies en complément du plan de prévention.

20.2. Travail en hauteur

Tout travail en hauteur est effectué dans le respect des principes généraux de prévention énoncés aux articles L. 4121-1 à L. 4121-5 et L. 4522-1 du code du travail. Le titulaire prend des mesures fondées sur les principes suivants :

- Eviter les risques ;
- Evaluer les risques lorsqu'ils ne peuvent être évités ;
- Concevoir des postes de travail, choisir des équipements de travail et des méthodes de travail adaptées à l'homme ;
- Tenir compte de l'évolution des techniques ;
- Planifier la prévention ;
- Privilégier la protection collective par rapport à la protection individuelle ;
- Informer les salariés.

Les prix sont réputés comprendre les sujétions pour travail en hauteur.

Les dispositifs nécessaires à l'exécution des travaux en hauteur (moyens d'accès, échafaudages, nacelles, garde-corps, lignes de vie provisoires, etc.) sont décrits indépendamment des ouvrages à exécuter dans les documents des marchés subséquents et doivent être utilisés de manière indépendante en complément des ouvrages à effectuer.

Les équipements de travail utilisés pour des travaux temporaires en hauteur devront être conformes aux dispositions spécifiques du décret n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004 et à sa circulaire d'application DRT n°2005-08 du 27 juin 2005.

Article 21. Gestion des déchets de chantier

21.1. Nettoyage de chantier

Un état des lieux préalable aux travaux est réalisé par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre, de manière contradictoire en présence des occupants et du titulaire.

Les sols, murs et leurs accessoires sont préalablement protégés par le titulaire afin de faciliter les opérations de nettoyage de fin de chantier.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour maintenir en permanence le chantier dans un parfait état de propreté. Il procède notamment :

- Tous les soirs, avant son départ du chantier, au nettoyage et balayage des sols ;
- A l'évacuation des déchets au fur et à mesure de l'avancement du chantier et au minimum chaque soir ;
- En fin de travaux, à l'enlèvement de toutes les protections et au nettoyage de tous les locaux touchés par les travaux, le passage de ses ouvriers, ses approvisionnements ou l'enlèvement de ses gravats.

Lorsqu'un seul entrepreneur intervient sur un chantier, il restitue les existants dans le même état de propreté que celui constaté dans l'état des lieux préalable. Les frais de nettoyage sont toujours à la charge de l'entreprise.

Lorsque plusieurs entrepreneurs interviennent sur un chantier, chaque entrepreneur a la responsabilité et la charge du nettoyage concernant ses travaux après chacune de ses interventions.

En cas de non-respect par le titulaire de ses obligations relatives au nettoyage, le Maître d'ouvrage ou Maître d'œuvre fait exécuter les opérations de nettoyage par une entreprise de son choix après simple constat du non-respect des obligations du titulaire, sans mise en demeure préalable et aux frais et risques de ce dernier.

21.2. Evacuation des déblais

Le titulaire assure l'enlèvement de tous les gravats et déchets au fur et à mesure de l'exécution des travaux. Il veille à respecter la réglementation en vigueur et à laisser le chantier, ses abords et la voie publique en parfait état de propreté.

21.3. Gestion et élimination des déchets

L'Agence régionale de santé ARA souhaite promouvoir l'exemplarité environnementale de ses chantiers, notamment en matière de gestion des déchets.

A ce titre, le titulaire prend toutes les dispositions utiles pour :

- Réduire le volume des déchets ;
- Pratiquer un tri séparatif et valoriser au maximum les déchets ;
- Evacuer les déchets ultimes.

Les déchets totalement ou partiellement valorisables sont valorisés, selon leur nature et dans le respect de la réglementation, par réemploi ou traitement de valorisation. En cas de cession par le titulaire des déchets valorisables à un tiers pour traitement, cette cession fait l'objet d'un contrat écrit et transmis au Maître d'ouvrage.

Le brûlage à l'air libre des déchets est strictement interdit.

Article 22. Nuisances de chantier

Chaque entrepreneur prend toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier, sachant que la quasi-totalité des opérations de travaux seront réalisées en site occupé, et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Les nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier ;
- Les poussières générées ;
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords de chantier.

Les titulaires devront prévoir la possibilité d'interventions en horaires décalés ainsi que le week-end si nécessaire.

Article 23. Développement durable – Environnement

L'Agence régionale de santé ARA s'engage dans une démarche de Qualité Environnementale des Bâtiments (QEB) sur tous ses sites.

Dans le cadre de cette démarche, le titulaire utilise des matériaux et équipements conformes à la norme "NF Environnement" ou équivalent.

L'Agence s'engage à intégrer dans tous les projets de travaux une approche du développement durable dans les domaines ayant un impact sur l'effet de serre, notamment dans le choix de matériaux et produits performants énergétiquement.

Sur simple demande du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre, le titulaire porte à sa connaissance les caractéristiques techniques des produits et matériaux en termes de performance énergétique, ainsi que les notices de sécurité.

Le titulaire assure un rôle de conseil dans la mise en œuvre de techniques et produits compatibles avec la démarche QEB.

Article 24. Réception des travaux

La réception est prononcée par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage. Elle est unique et globale pour l'ensemble du chantier.

La réception des travaux a lieu soit à l'issue de chaque phase définie avant le commencement du chantier, soit à l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à l'exécution de l'opération. Elle ne peut être prononcée qu'après présentation des divers certificats de conformité technique établis aux frais du titulaire. Elle fait l'objet d'un procès-verbal écrit.

Si la réception ne comporte aucune réserve, l'entrepreneur est libéré des obligations qui lui incombent en cette qualité.

Si la réception comporte des réserves, le procès-verbal mentionne précisément les omissions, imperfections ou malfaçons constatées. Sa notification à l'entreprise vaut injonction d'exécuter ou de terminer les travaux omis ou incomplets et de remédier durablement, dans les règles de l'art, aux imperfections et malfaçons dans le délai prescrit. Ce délai ne peut excéder 30 jours calendaires.

Passé ce délai, en l'absence d'exécution par le titulaire, le Maître d'ouvrage ou Maître d'œuvre peut faire exécuter les travaux par l'entreprise de son choix et aux frais et risques du titulaire.

Le coût desdits travaux ainsi que le montant des éventuelles pénalités de retard sont prélevés sur les sommes dont l'Agence est redevable au titulaire. Cette compensation s'effectue de plein droit.

Le titulaire conserve la garde du chantier jusqu'à la constatation par procès-verbal de la levée des réserves et de la remise en ordre complète du chantier.

Article 25.Procédure/forme, allotissement et durée du marché

25.1. Procédure et forme du marché

Le marché, passé selon la procédure formalisée (appel d'offres ouvert) conformément aux articles L2124-1, L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique, est un accord-cadre multi-attributaire avec conclusion de marchés subséquents.

Le nombre d'entreprises retenues au titre de l'accord-cadre est de deux par lot lorsque le nombre d'offres reçues le permet.

Il ne comporte ni minimum ni maximum.

25.2. Allotissement

Les prestations objet de ce présent accord-cadre se décomposent selon une double logique géographique et technique. Les lots sont ainsi répartis sur 5 zones géographiques et 7 corps d'état.

Zone géographique	Corps d'état	Numéro du lot
Zone 1 : Ain (01) et Rhône (69)	Corps d'état 1 : Electricité (courant fort et faible)	1-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) – Plomberie sanitaire	1-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	1-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	1-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	1-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	1-6
	Corps d'état 7 : Déménagement	1-7
Zone 2 : Allier (03), Cantal (15) et Puy-de-Dôme (63)	Corps d'état 1 : Electricité (courant fort et faible)	2-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) – Plomberie sanitaire	2-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	2-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	2-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	2-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	2-6
	Corps d'état 7 : Déménagement	2-7
Zone 3 : Ardèche (07) et Drôme (26)	Corps d'état 1 : Electricité (courant fort et faible)	3-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) – Plomberie sanitaire	3-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	3-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	3-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	3-5

	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	3-6
	Corps d'état 7 : Déménagement	3-7
Zone 4 : Isère (38), Savoie (73) et Haute-Savoie (74)	Corps d'état 1 : Electricité (courant fort et faible)	4-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) – Plomberie sanitaire	4-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	4-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	4-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	4-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	4-6
	Corps d'état 7 : Déménagement	4-7
Zone 5 : Loire (42) et Haute-Loire (43)	Corps d'état 1 : Electricité (courant fort et faible)	5-1
	Corps d'état 2 : Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) – Plomberie sanitaire	5-2
	Corps d'état 3 : Revêtements de sols et de murs (sols souples et carrelage)	5-3
	Corps d'état 4 : Plâtrerie – Peinture – Faux plafonds	5-4
	Corps d'état 5 : Menuiserie intérieure et extérieure - Serrurerie	5-5
	Corps d'état 6 : Cloisons amovibles et mobiles	5-6
	Corps d'état 7 : Déménagement	5-7

25.3. Durée du marché

Le présent accord-cadre prend effet à sa date de notification pour une durée d'1 (un) an. Il sera renouvelable par tacite reconduction par période de 1 (un) an, trois fois, dans la limite de 3 (trois) ans de reconduction.

Toutefois, si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il devra notifier sa décision trois mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

25.4. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TRAVAUX, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont pour chaque lot :

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe ;
- le CCAG TRAVAUX (arrêté du 16 septembre 2009) ;
- les éventuels avenants ;
- l'offre financière du titulaire dans la simulation de commande en annexe de l'AE ;
- les éventuels actes de sous-traitance ;
- l'ensemble des pièces de consultation attachées aux marchés subséquents à venir ;
- les éventuels bons de commande ;
- le mémoire technique du titulaire remis à l'appui de son offre. Ce mémoire technique devra être **obligatoirement structuré en 4 parties** :
 - partie 1 : Présentation de la société
 - partie 2 : Moyens humains
 - partie 3 : Méthodologie
 - partie 4 : Développement durable.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TRAVAUX, en cas de contradiction ou de différence, les pièces contractuelles du marché prévalent entre elles dans l'ordre de priorité où elles sont mentionnées ci-dessus.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché. En cas de contestations, seul fait foi l'exemplaire original des pièces particulières conservé par l'ARS ARA, porteuse du groupement.

Tous les documents, correspondances et factures relatifs au marché doivent être rédigés en langue française.

Article 26. Correspondants

Les titulaires devront, lors de la notification du marché, se mettre en lien avec le chef de projet au sein de l'ARS pour le/les lot(s) les concernant.

Ce dernier sera garant de la bonne exécution des prestations et de la conformité avec les livrables du présent document.

Le titulaire désigne, dès la notification du marché, au moins un correspondant ayant qualité pour le représenter auprès des ARS du groupement au titre de l'exécution du marché. En cas de remplacement du représentant du titulaire, pendant la durée de validité du marché, l'ARS en est avisé par tout moyen permettant de donner une date certaine à la réception.

Article 27. Obligations des parties

27.1. Le titulaire s'engage

- à assumer une stricte confidentialité des informations auxquelles auront accès ses intervenants au cours de cette mission, à protéger tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis soit avant notification du marché, soit au cours de son exécution et notamment pour les documents présentant un caractère confidentiel afin notamment que les informations ne soient pas divulguées à un tiers qui n'a pas à les connaître ;
- à respecter les règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché;
- à respecter une obligation de confidentialité en ce qui concerne les informations recueillies au cours et à l'occasion de l'exécution des prestations et l'obligation de discrétion décrite à l'article 5 du CCAG-PI.

27.2. L'ARS s'engage

A mettre à disposition du titulaire en permanence un interlocuteur habilité à lui fournir tout renseignement utile et nécessaire à la réalisation des prestations.

Article 28. Bon de commande : opérations inférieures à 90 000 € HT

Pour les opérations d'un montant inférieur à 90 000 € HT, l'exécution des prestations par le titulaire est subordonnée à l'émission d'un bon de commande par l'ARS.

L'ARS adresse le bon de commande au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine de réception. Les commandes sont réalisées par échanges dématérialisés, sur supports électroniques ou par tout moyen permettant d'attester la date de réception du bon de commande.

Les bons de commande sont émis et notifiés au titulaire par l'ARS à partir de la notification du marché et pendant toute sa durée, déterminée à l'article 5 du présent Cahier des clauses particulières.

Seuls les bons de commande passés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant habilité pourront être honorés par le titulaire.

Le démarrage de la prestation est prévu par la commande

La formulation écrite de la demande de prestation par bon de commande est émise par l'ARS et adressée au titulaire par e-mail.

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence du marché : 2021-13;
- le numéro de la commande ;
- le détail des prestations à réaliser ;
- le lieu d'exécution ;
- la date de livraison ou le délai d'exécution ;
- les prix €HT et €TTC de la commande.

L'envoi du bon de commande vaut ordre de service de démarrage. La date de réception du bon de commande par le prestataire est le point de départ du délai d'exécution.

Modification du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur pourra modifier les prestations objets du bon de commande correspondant. Le pouvoir adjudicateur émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées ci-dessus rectifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Dans les autres cas, la modification d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de la personne publique.

Suspension du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au Titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

A l'expiration de cette durée, le pouvoir adjudicateur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commandes suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

Interruption du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

Article 29. Marchés subséquents : opérations supérieures à 90 000 € HT

29.1. Prix des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont traités à prix forfaitaire. Les prix sont établis dans les documents des marchés subséquents.

Les prix fixés dans les marchés subséquents sont fermes.

L'unité monétaire choisie est l'euro.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

29.2. Modalité de passation des marchés subséquents

Les remises en concurrence se feront par voie dématérialisée.

Information des titulaires de l'accord-cadre dans le cadre d'un nouveau marché subséquent

Lors de la survenance du besoin, l'ARS transmet aux titulaires de l'accord-cadre les documents suivants :

- une lettre de consultation rappelant notamment les modalités de passation des marchés subséquents ;
- le délai ou calendrier souhaité pour la réalisation de la prestation ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- zone concerné ;
- le délai de remise des offres souhaité.

Pièces obligatoires remises à l'appui de l'offre

Les titulaires de l'accord-cadre envoient une réponse sous la forme d'un mémoire technique reprenant :

- la méthodologie d'intervention,
- le planning d'exécution ;
- l'équipe désignée ;
- la nature des livrables produits ;
- le prix HT et TTC des prestations.

Les offres des titulaires non-conformes aux engagements notamment techniques pris lors de la passation de l'accord-cadre seront jugées irrégulières.

Article 30. Prix du marché

Les prestations, objet du présent marché, sont financées par le budget principal de l'ARS ARA.

30.1. Avances

30.1.1. Principe du versement de l'avance

Pour la part du marché conclue à prix forfaitaire, le versement d'une avance est de droit lorsque les conditions fixées à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique sont remplies.

Pour la part du marché conclu à prix unitaire, le versement d'une avance est de droit pour chaque bon de commande lorsque les conditions fixées aux articles R.2191-16 à -18 du Code de la commande publique sont remplies.

Dans le cas d'un marché reconductible, une avance est versée au titulaire pour chaque reconduction selon les conditions prévues ci-dessus.

30.1.2. Montant de l'avance

Conformément aux articles R.2191-6 à 10 et R.2191-16 à -18 du Code de la commande publique, le taux de l'avance pour le présent marché est fixé à 20%.

30.1.3. Modalités de versement de l'avance

L'avance forfaitaire doit être versée à son bénéficiaire pour l'année N dans un délai de 30 jours à compter de la réception du courrier de notification et pour chaque reconduction à compter du premier jour de chaque reconduction.

Pour la part du marché conclue à prix unitaire, dans un délai de 30 jours à compter de l'émission de chaque bon de commande.

30.1.4. Remboursement de l'avance

En vertu des articles R.2191-12 et R.2191-19, le remboursement de l'avance doit en tout état de cause être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché pour la partie forfaitaire du marché ou pour la partie à prix unitaire lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

30.1.5. Avances facultative

L'ARS se réserve le droit de verser une avance facultative en application de l'article R.2191-4 du Code de la commande publique dans le cas où les conditions de l'article R.2191-3 du Code de la commande publique ne sont pas remplies.

30.2. Contenu des prix

L'accord-cadre sera attribué sur le fondement de la Simulation de commande figurant en annexe 1 à l'acte d'engagement. Les marchés subséquents seront quant à eux traités à prix forfaitaire. .

Les prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations. Il s'agit notamment des frais de déplacement, d'hébergement et de repas du personnel du titulaire, du transport et de la réalisation des livrables, des communications téléphoniques émanant du titulaire et les taxes fiscales ou parafiscales frappant obligatoirement les prestations objet du marché et, de manière générale, de tous les frais occasionnés par l'exécution de la prestation.

30.3. Révision des prix

Les prix indiqués dans les marchés subséquents sont fermes pour la durée du marché.

30.4. Présentation des demandes de paiement

Les factures seront transmises sur la plateforme CHORUS : le prestataire doit déposer sur la plateforme CHORUS (chorus-pro.gouv.fr) ses factures en mentionnant obligatoirement les éléments suivants :

- le n° d'engagement juridique
- le n° SIRET de l'ARS
- le n° du marché : 2021-13

Outre les mentions légales, la facture pour ces prestations mentionne :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- n° SIRET du titulaire ;
- mention du RIB ;
- le numéro de l'accord-cadre, du marché subséquent/bon de commande ;
- l'objet des prestations ;
- les prix unitaires HT ;
- les prestations réalisées ;
- le coût total HT et TTC.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

En cas de groupement conjoint, les membres du groupement devront transmettre un tableau de répartition des paiements signé par chacun d'entre eux.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le directeur de l'ARS.

Le comptable chargé du paiement est l'agent comptable de l'ARS.

30.5. Délai de paiement et intérêts moratoires

Conformément aux dispositions du Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement. Il s'achève lors du règlement par le comptable public.

Le délai de paiement des versements dus au titre du paiement définitif de la prestation débute à compter de la réception de la facture conforme. Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit le bénéfice du paiement d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration de ce délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises diminué de la retenue de garantie et après application des clauses d'actualisation et de pénalisation. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

30.6. Suspension du délai de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme aux dispositions du marché ou ne comporte pas les pièces justificatives nécessaires, le délai global de paiement indiqué au présent article est suspendu.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. La notification de la décision de suspension du délai de paiement indique les raisons qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Le délai global de paiement est suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées. Cette remise a lieu par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

30.7. Sous-traitance

Les sous-traitants doivent obligatoirement être déclarés par la transmission de la Déclaration de sous-traitance complétée et signée ou par le biais du formulaire DC4.

30.7.1. Conditions du bénéfice du paiement direct aux sous-traitants

Les prestations exécutées par des sous-traitants peuvent leur être payées directement si

- le sous-traitant est accepté par l'acheteur ;
- Les conditions de paiement du sous-traitant sont agréées par l'acheteur ;
 - lorsque la déclaration de sous-traitance est jointe à l'offre, la notification du marché public entraîne automatiquement acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant ;
 - lorsque la déclaration de sous-traitance a lieu après la notification du marché, la signature d'un acte spécial comportant l'ensemble des renseignements prévus aux articles R.2193-1 à R.2193-4 du Code de la commande publique est nécessaire afin d'accepter et d'agréer les conditions de paiement du sous-traitant.
- Le coût de l'ensemble des prestations réalisées par le sous-traitant durant toute la durée du marché public doit être supérieur à 600 € TTC.

- Le sous-traitant doit être un sous-traitant direct (de premier rang) : il s'est vu confier l'exécution d'une partie du marché par le titulaire du marché.

Le relevé d'identité bancaire du compte à créditer doit, en outre, être transmis à l'ARS ARA afin de pouvoir procéder au paiement direct des prestations réalisées par le sous-traitant.

30.7.2.Modalités de demande de paiement direct des sous-traitants (articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la Commande publique)

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

- Le titulaire a 15 (quinze) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

30.8. Cotraitance

30.8.1.Modalités des demandes de paiement en cas de cotraitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Cette répartition doit être décrite dans le document de présentation de la candidature (DC1 ou équivalent). Suite à l'attribution du marché, la signature par le mandataire du procès-verbal contenant l'échéancier de paiement et la répartition des paiements entre les membres du groupement vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement.

Le mandataire présente au pouvoir adjudicateur la demande de paiement détaillant l'ensemble des prestations réalisées par chaque membre du groupement et permettant le paiement direct, à chaque opérateur, des prestations réalisées.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

En cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

30.8.2. Responsabilité

Dans le cas d'un groupement conjoint, les membres du groupement ne sont responsables de l'exécution du marché qu'à hauteur de leur prestation ;

Dans le cas d'un groupement solidaire, chaque membre du groupement s'engage sur la globalité de l'exécution des prestations ;

Dans le cas d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, seul le mandataire se porte solidaire de toutes les autres entreprises membres du groupement.

Article 31. Modalités d'exécution du marché

31.1. Changement dans la situation du titulaire

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié à l'ARS par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception et dans les meilleurs délais.

Cette notification doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent marché du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétisera l'accord des ARS sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

L'ARS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 (exclusion de plein droit) et L2141-7 à L2141-10 (exclusion à l'appréciation de l'acheteur) du Code de la commande publique.

31.2. Force Majeure

Les parties ne pourront être tenues responsables pour un manquement à l'une des obligations mise à leur charge par le marché qui résulterait de la survenance d'un cas de force majeure (événement imprévisible, irrésistible et extérieur).

Le titulaire devra alléguer à l'ARS son existence par lettre recommandée dès qu'il en aura connaissance.

Dans la mesure où de tels cas se poursuivraient pendant une durée supérieure à un 1 mois, les parties acceptent d'engager des discussions en vue de modifier les termes du marché.

Le marché et/ou les bons de commande qui en découlent pourraient alors être résiliés, sans indemnité de part et d'autre, par simple notification écrite.

31.3. Responsabilité et assurance

Pendant la durée du marché, le titulaire est responsable de toute dégradation ou destruction des fournitures mises ou laissées à sa disposition par la personne publique sur lesquelles il intervient directement ou auxquelles il a accès pour l'exécution du contrat, que ce soit dans ses propres locaux ou dans ceux de l'ARS, le cas échéant.

Le titulaire remet à la personne publique dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché subséquent et avant tout commencement d'exécution une attestation d'assurance en cours de validité garantissant la responsabilité civile contre les accidents ou dommages de toute nature qui surviendraient de son fait ou de celui de ses sous-traitants pendant l'exécution du contrat.

Le titulaire veille à ce que les polices d'assurance en cause couvrent la durée totale du marché et souscrit des montants de garantie adaptés aux prestations objet du présent marché.

Le Maître d'Ouvrage pourra à tout moment demander une justification du paiement des primes afférentes aux assurances. Les justifications seront effectuées au moyen de d'attestations originales justifiant que le titulaire est à jour de ses cotisations.

Dans l'hypothèse où l'attestation d'assurance ne serait pas adressée avant la présentation de la première situation, le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Œuvre se réserve le droit d'en bloquer le paiement jusqu'à ce que le titulaire délivre cette pièce.

En outre, aucun règlement du solde, aucun remboursement de cautionnement, ne sera effectué au profit de toute personne qui ne pourrait produire les quittances nécessaires attestant qu'elle a intégralement payé la part des primes à sa charge

Le titulaire est tenu d'informer l'ARS de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, ceci dans les 8 (huit) jours qui suivent sa décision.

Ces dispositions s'imposent aux cotraitants s'il y a groupement.

Article 32.Cession de créances

Le présent marché se conforme aux articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements est le directeur général de l'ARS ou ses représentants habilités.

Dans le cas où les activités du titulaire sont cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du titulaire à cette autre société sera possible dans les mêmes conditions d'exécution. A ce titre, l'ensemble des dispositions du présent marché s'appliquera au bénéficiaire de la cession.

La conclusion d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de l'ARS quant à la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du titulaire et du bénéficiaire de la cession.

L'ARS se réserve le droit de refuser le changement du titulaire, lequel, par ailleurs, ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L2141-1 à L2141-5 (exclusion de plein droit) et L2141-7 à L2141-10 (exclusion à l'appréciation de l'acheteur) du Code de la commande publique.

Article 33.Règlement des litiges et langues

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Un mode de règlement amiable prévu à R2197-1 du Code de la commande publique sera d'abord recherché. Conformément à cet article, un différend ou un litige survenant entre le titulaire les ARS du groupement de commande, pourra être porté devant le comité consultatif de règlement amiable compétent.

Les parties conviennent de saisir en premier lieu le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différents litiges relatifs aux marchés publics de Lyon.

Le tribunal administratif de Lyon est seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 34.Résiliation du marché

L'ARS peut résilier le marché en cas de faute du titulaire. Cela consiste notamment à ne pas avoir, dans le temps imparti, remonté les livrables attendus.

Aussi, l'ARS peut le résilier aux torts du titulaire dans l'ensemble des cas énoncés à l'article 32 du CCAG Travaux et notamment :

- si le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives à la protection du travail ou de l'environnement ;
- si le titulaire a méconnu ses obligations légales ou réglementaires relatives à la sous-traitance ;
- si les renseignements produits par le titulaire à l'appui de sa candidature s'avèrent faux ou inexacts postérieurement à la signature du marché.

De plus, et par dérogation à l'article 32 du CCAG Travaux, l'ARS peut résilier le marché aux torts du titulaire dans les cas spécifiques suivants :

- non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle (sauf statut dérogatoire) ;
- non-respect des obligations précisées au cahier des charges constatées par une mise en demeure établi par le pouvoir adjudicateur.

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai.

A défaut d'indication de délai, le Titulaire défaillant dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Article 35.RGPD

35.1. Préambule - précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

35.2. Description du traitement des données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur et pour la durée du présent marché public les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations objet du présent marché.

35.3. Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;
- si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - ✓ s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - ✓ reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

35.4. Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

35.5. Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance par courrier électronique.

Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit :

☒ Détruire toutes les données à caractère personnel ;

☐ Envoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le titulaire du marché public doit justifier par écrit de la destruction.

Article 36. Echange et communication

L'ARS se réserve la possibilité d'envoyer ses courriers recommandés par voie numérique. Le prestataire doit être détenteur d'une Identité numérique.

Avec la lettre recommandée en ligne, les courriers électroniques ont la même valeur juridique qu'un recommandé classique.

Article 37. Dérogations aux documents généraux

Articles du marché	Articles du CCAG TRAVAUX
10.2.1	20.1
25.4	4.1
34	32